

# Ngarlejy Yorongar raconte son calvaire

« **Sur ordre, je suis enlevé, sous la menace des armes, par des militaires réguliers de l'armée nationale tchadienne, séquestré dans une prison secrète située à côté du jardin d'Idriss Déby Itno à Farcha, et interdit de prendre la douche et de me laver les mains pour manger, 20 jours durant...** ».

**AFRIQUEÉDUCATION : Après notre conversation téléphonique de ce jour, 3 février 2008, à 16 heures, heure de N'Djamena, que s'est-il passé à votre résidence ?**

**Ngarlejy Yorongar :** Rappelez-vous que les militaires réguliers ont pris pour cible ma maison en tirant des roquettes dessus. Heureusement pour moi, les arbres m'ont épargné des dégâts. Toutefois, les voisins ont enregistré des dégâts matériels et humains. Rappelez-vous aussi que c'était en plein combat ce 3 février. Ça crépitait de tous les côtés. Rappelez-vous également qu'à l'occasion de la Saint-Sylvestre, **Idriss Déby Itno** avait prononcé un virulent discours dans lequel il s'en était violemment pris aux leaders des partis politiques et de la société civile et aux dirigeants de la presse privée qui, à ses yeux, sont des complices de ces « *mercenaires à la solde d'Oumar Al Béchir, président soudanais puisque, dit-il, ces complices ne les ont jamais dénoncés...* » Et comme j'ai été à l'Ambassade du Soudan puis à celle de Libye pour présenter mes vœux, je croyais que je suis particulièrement visé. Ce qui m'a amené à annuler les autres rendez-vous. Toutefois, pour moi, le refus de dénoncer les rebelles par des communiqués de presse diffusés, à longueur des journées, à la radiodiffusion nationale tchadienne n'est pas une infraction prévue et punie par la loi tchadienne puisque **Idriss Déby** lui-même a été installé au pouvoir à N'Djaména par **Oumar Al Béchir** et les mercenaires (les vrais cette fois-ci) du célèbre **Bob Denard** et j'en sais quelque chose. En effet, en dehors du président **François Ngarta Tombalbaye** et du général **Félix M. Mal-**

**loum**, tous les autres conquérants du pouvoir au Tchad sont passés par le Soudan. Il en est ainsi de **Goukouni Weddeye** en 1979-1981, d'**Hissein Habré** en 1978 comme premier Ministre puis en 1982 comme chef de l'Etat et d'**Idriss Déby Itno** lui-même. **Oumar Al Béchir** n'avait-il pas mis à la disposition de ce dernier des moyens en hommes, en argent et en matériels conjugués avec ceux de **Elf** par **Bob Denard** interposé pour l'emmener et l'installer au pouvoir à N'Djaména, le 1<sup>er</sup> décembre 1990 ? Donc, pour moi, ce sont des jérémiades habituelles d'**Idriss Déby Itno**. Je ne doutais pas un seul instant qu'il attendait une telle occasion pour me « *loger une balle dans la tête* » comme il l'a promis et dit en février 1999 à une soixantaine de cadres originaires de ma région natale, lorsque, sous la pression internationale, il décidait de me libérer de prison où il m'avait envoyé pour

*Ce sont Omar El Béchir et le mercenaire français Bob Denard (via Elf) qui avaient installé Idriss Déby Itno au pouvoir en 1990*

trois ans : « *La prochaine fois, leur dit-il, je logerai moi-même une balle dans la tête de Yorongar s'il ne cesse pas de m'embêter. Faites votre travail en le consultant. Je vous répète que la prochaine fois, il n'y aura ni prison ni libération. Prenez-en pour dit une bonne fois et dernière fois...* ».

**Et après mon appel téléphonique, que s'est-il passé ce jour, 3 février 2008 ?**

Après votre appel téléphonique vers 16 heures, d'autres personnes m'ont également appelé, tels que **Broody** de *Human Rights Watch* de Bruxelles, **Irène Mandeau** retraitée d'*Amnesty International* d'Allemagne, **Sharon Courtoux** de **Survie**,

mon petit frère **Ngarmain Yorongar** de Lyon, mes fils **Rokoulmian** et **Memsangar** de Lyon et d'Allemagne, **Modé Asméngar** représentant mon parti en Europe, **Louheu-Issem Mbaïbikéél**, également, représentant du parti aux Etats-Unis, un journaliste anglophone de Nairobi (Kenya), etc. A eux tous, j'ai dit que j'étais en danger de mort. « *C'est peut-être, ai-je dit à chacun d'eux, la dernière conversation que j'ai pu avoir avec vous* ». **M. Bernard Kawadji**, un Français d'origine tchadienne qui est venu tôt le matin rester avec moi, décide de rentrer chez lui pour se laver quand il a vu venir un voisin, Maître **Mobéang Yobelang**, notaire de la place. M<sup>e</sup> **Mobéang** et moi sommes dans la cour en train de boire le quinquéliba quand un véhicule militaire de marque Toyota ayant à son bord plusieurs militaires armés, s'arrête devant mon portail faisant courir les enfants, qui prennent le soin de fermer le portail. J'ai demandé à M<sup>e</sup> **Mobéang** de me suivre au salon, le temps de terminer notre quinquéliba. C'est alors que j'ai ordonné qu'on ouvre le portail pour éviter la casse. Ils ont fait leur entrée brutalement, armes aux poings, en s'en prenant à mes enfants, en leur distribuant des coups de poing et de crosse. Ils sont entrés au salon toujours armes aux poings. Je me suis présenté à celui qui semblait me chercher et qui n'avait pas l'air de me reconnaître puisque je venais de me coiffer. Il m'a empoigné mon col et m'a conduit vers la porte de sortie du salon puis vers le portail en me distribuant des coups de poing à la tête. Arrivé, à peine, au vestibule, un militaire particulièrement nerveux et excité me demande la clé de contact de la Peugeot 406 réformée par l'Assemblée Nationale que je venais d'acheter. Quand j'ai répondu que la clé est avec mon chauffeur, le chef d'équipe me demande où il est. Et quand je lui ai désigné **Emmanuel Saleh Djékotar**, il lui a, à bout portant, tiré dessus sans raison. Heureusement, il l'a raté. Un autre élément vient vers **Emmanuel** qui, du reste, est mon neveu, pour lui arracher violemment la clé de contact

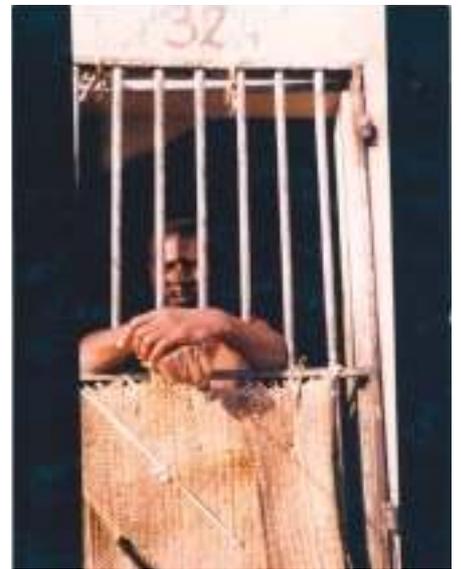
après avoir arraché mon téléphone portable. Une fois devant la Toyota, le chef d'équipe me dit de monter. Ma sœur, **Rachel Yorongar**, qui n'accepte pas le fait accompli prend son courage à deux mains pour tenter de monter dans la voiture pour aller mourir avec moi là où on m'em-mène. Je l'ai suppliée de redescendre. « *Il faut rester en vie, lui ai-je dit dans ma langue maternelle (ngambaye) pour t'occuper des enfants sinon ce serait deux pertes de vie inutiles...* ». C'est alors qu'elle descend toujours le fusil du militaire nerveux pointé sur elle. N'eût été le chef d'équipe, ce soldat nerveux allait l'abattre. Ledit chef m'a demandé si je possédais une arme, je lui ai dit *non*. Il s'en est étonné. La population de mon quartier a commencé à courir vers nous en se faisant menaçante. Voyant que ça risquait de tourner au vinaigre, un autre militaire qui est entré dans la cabine à côté du chauffeur a invité leur chef à entrer pour qu'ils partent. Après quelques coups de crosse que m'a appliqué le nerveux, le chauffeur a démarré en trombe en direction de l'Ouest, vers le Sills (un bâtiment protestant construit par les Américains pour y loger des services de littératures et de traduction de la Bible). Voici l'itinéraire emprunté pour ceux qui connaissent N'Djaména : Une fois au Sills, la Toyota prend à droite, puis à gauche jusqu'à l'Avenue des Sao. Elle tourne à gauche sur cette avenue pour déboucher sur le rond point de la mort dit rond point du centenaire où croisent l'avenue des Sao que nous avons empruntée et le boulevard Mobutu. Nous prenons ensuite ce boulevard Mobutu à droite jusqu'au stade Mahamat Ouya pour emprunter ensuite la rue goudronnée qui va vers la paroisse de Kabalaye jusqu'au boulevard Charles De Gaulle où la Toyota prend à gauche jusqu'à la Mosquée centrale que nous avons contournée pour emprunter l'Avenue El Niméry. Nous passons au rond point à l'intersection de Niméry et du Boulevard Georges Pompidou, rond point situé derrière la maison de feu **Adoum Tchéré** ancien Ministre et ancien parlementaire au début de l'indépendance. Nous avons pris le boulevard Pompidou à gauche pour emprunter la route de Farcha, un quartier situé à l'Ouest de N'Djaména. Arrivée au rond point situé à l'entrée des villas des Hôtes de l'Etat, la Toyota prend la rue qui est à gauche qui nous conduit à une vieille bâtisse archi-surveillée et gardée par des militaires à

partir de l'intérieur. Nous entrons dans la concession. Le premier vieux bâtiment sert de prison secrète et à l'arrière-cour séparée par un mur, c'est un petit camp militaire. Les militaires de cette prison secrète n'ont rien à voir avec ceux du camp et vice-versa. La plupart des militaires de l'arrière-cour sont très jeunes. Pour moi, nous sommes dans le jardin d'**Idriss Déby Itno** ou alors nous n'en sommes pas très loin. Ce petit camp militaire qui abrite cette prison secrète devait, à coup sûr, servir de protection de ce jardin. C'est ainsi que la folle course poursuite s'est terminée vers 17 heures 30. Le nerveux et excité me fait descendre avec brutalité, ce qui n'est pas du goût du chef qui lui remonte les bretelles. Le chef d'équipe me demande si c'est bien moi **Yorongar** ? Je lui dis *oui*. Un autre me demande : « *Yorongar, comment vous ne possédez pas d'arme ?* ». Je réponds que je n'en vois pas l'utilité puisque je suis un militant des droits de l'Homme. Le même rétorque : « *Même si*



*vous n'avez pas d'arme à feu comme vous le prétendez, me dit-il, vous avez une arme redoutable qui est le bic qui, du reste, est plus puissant que plusieurs bataillons de l'armée...* ». Le chef d'équipe très pressé pour aller enlever les autres, me conduit à l'arrière-cour en ordonnant qu'on me donne une chaise qui se trouve derrière **Lol Mahamat Choua**, ancien président du Tchad, ancien ministre, ancien maire de N'Djaména, président de son parti (RDP), député et président du groupe parlementaire RDP etc., qui est en train de prier. Puis, l'équipe est repartie précipitamment à la recherche d'un autre captif. J'attendais là quand **Lol** en prière a fini. Il s'adresse aux deux gardiens sudistes qui nous tiennent en respect : « Vous pouvez faire de moi tout ce que vous voulez, je m'en fous... ».

Ce à quoi, l'un des gardiens répond : « *Ce n'est pas nous qui vous avons emmené ici, Monsieur...* ». Et **Lol** de reprendre : « *Ce n'est pas à vous que je m'adresse mais à ceux qui m'ont emmené ici et non à vous...* ». Puis, quelque temps plus tard, la même équipe débarque **Ibni Oumar Mahamat Saleh**, ancien ministre, président du PLD et de la CPDC. Il est sérieusement cogné sous des cris zakawa comme des marsouins et conduit directement dans sa cellule. Je me suis dit que **Ibni** tel que je le connais, ne tiendra pas longtemps eu égard à sa santé très précaire. Pendant ce temps, un des geôliers vient appeler **Lol** pour le conduire à l'entrée principale du bâtiment. Après lui, c'est mon tour d'être conduit vers le même endroit que **Lol**. Je n'y trouve ni **Lol**, ni **Ibni**. Croyant être soumis à un interrogatoire musclé, je me prépare psychologiquement, mais, il n'en est rien. On me conduit directement au secrétariat transformé en cellule pour moi faute de cellules disponibles. Toutes les cellules sont occupées. Assis à même le sol, on m'enchaîne. Les deux jambes liées par cette chaîne ne font désormais qu'une seule. Comme je n'ai pas de couchage, je m'allonge à même le sol comme j'en ai l'habitude dans de telles circonstances. C'est tard dans la nuit que celui qui m'enchaîne m'a apporté un crasseux manteau de petite taille pour me protéger du froid et une vieille couverture qui sert pour le repassage des habits comme couchage. Je roule par terre pour faire de la place et lui permettre de me l'étaler sur la petite parcelle de ciment qui m'est affectée puisque la pièce de 3 mètres sur 3 est partagée entre le bureau, le passage vers le bureau du chef et moi. Toute la nuit, je n'ai pas fermé l'œil, tant la grosse chaîne s'enfonçait de plus en plus dans ma chair et les moustiques faisaient ma fête. Ce quatorzième séjour en prison de **Déby** semble plus dur que les autres fois. Très dur. Tard dans la nuit, un quatrième captif est emmené et conduit dans une cellule. Seuls deux gardiens en plus de leur chef (très polis et gentils avec moi) ont accès à nos cellules. Les autres gardiens sont interdits de nous approcher. Même de nous voir. Quand, vers 4 heures du matin, on nous sort pour les toilettes, ces derniers doivent se cacher. La santé de **Ibni** me préoccupe. Comme je suis entre **Ibni** et **Lol**, il y a des signes qui ne trompent pas. Par exemple, le 3 février 2008, le chef d'équipe qui nous a enlevés chez



nous pour nous séquestrer ici appelé directeur général par ses subordonnés (directeur général de l'Ans ou de la défense des institutions de l'Etat - DGDIE - appelée communément Garde Républicaine (GR ?) nous rend visite. Comme il est enturbanné, il est difficile de le dévisager. Apparemment, il panique. Il entre dans la cellule de **Lol** et y est resté longtemps avant de me rejoindre dans la mienne. Il se fait très gentil, s'intéresse à ma santé précaire et à mon régime alimentaire des plus compliqués. Je lui dresse la liste des choses que je ne mange pas et les médicaments qu'il me faut pour parer à toute éventualité. Mais en dehors des médicaments qu'il achète sans examen médical, rien de sérieux. « *Je vous demande d'être gentil avec vos gardiens me lance-t-il, l'air grave. Nous sommes au service de l'Etat. Si celui-ci nous commande des missions, nous sommes obligés de les exécuter. Donc, il ne faut pas nous en vouloir...* ». Il me quitte pour me ramener quelques médicaments prescrits sur un bout de papier par un médecin ou infirmier en me montrant deux médicaments qui manquent. Il insiste encore sur le respect de nos gardiens. Ce qui me fait croire que ça s'est mal passé avec **Lol**. « *M. le Directeur Général lui ai-je répondu, ce n'est pas la première fois que je suis enlevé de chez moi et séquestré comme présentement. C'est la quatorzième fois. Vous avez dit que je manque de respect aux gardiens ?...* ». Il me dit *non* en ajoutant que ce ne sera ni pour la première ni pour la dernière fois. Et puis, il est sorti de ma cellule pour ne plus y revenir. Dans la nuit du 8 au 9 février, une bagarre éclate dans la cellule de **Lol**. Est-ce lui ou un codétenu, je n'en sais rien. Toutefois, un prisonnier est extrait de force de sa cellule et sérieusement tabassé et cogné. Un codétenu de **Lol** ? Cela m'étonnerait compte tenu de l'isolement total auquel nous sommes soumis. Quelques jours plus tard, entre le 10 et le 13 février, **Lol** n'est plus dans sa cellule. Est-il envoyé chez lui, à l'hôpital ou est-il mort ? La question me turlupine tellement que j'en deviens malade. Je refuse de manger ces samedi 13 et dimanche 14 février. Ce qui fait dire à un geôlier que chaque chose a sa fin et qu'il faille que je mange pour survivre. Surtout que peu avant que **Lol** ne disparaisse de sa cellule puisque sa porte ne s'ouvre pas, comme d'habitude, à 04 heures du matin pour les toilettes, le matin pour le thé, l'après-midi pour le

repas et le soir pour un bol de thé, je ne me fais plus d'illusion non plus sur le sort réservé à **Ibni**. En effet, peu avant la disparition de **Lol** de sa cellule, nos geôliers ont paniqué une bonne partie de la nuit. Quelque chose de grave doit se passer puisqu'ils courent de gauche à droite, appellent tous azimuts. L'un d'entre eux appelle en criant de toutes ses forces pour dire à son interlocuteur en insistant que celui-ci passe d'urgence par le BAP. De nombreux véhicules accourent. Parmi des intervenants, il y a une personne qui a un accent français et qui demande ce qui s'est passé ? Cette personne doit être médecin puisque ses questions sont techniquement très précises. C'est tard que les véhicules quittent la cour pour céder la place au bruit des pelles et des pioches. Depuis lors, la cellule de **Ibni** semble inhabitée. Pas de bruit de serrure et des grosses chaînes de sa porte. Est-il mort, envoyé à l'hôpital ou chez lui ?

*C'est tard que les véhicules quittent la cour pour céder la place au bruit des pelles et des pioches. Depuis lors, la cellule de Ibni semble inhabitée. Est-il mort, envoyé à l'hôpital ou chez lui ?*

Cette question m'a tellement fait mal que j'ai passé des nuits entières sans dormir. Puis, on me déplace dans sa cellule. Je la scrute. Ça sent les pisses et les excréments au point que j'ai failli être étouffé la première nuit. Je cogne la porte tellement fort qu'un geôlier accourt pour me demander ce qui se passe ? Je lui dis que j'étouffe. Quand il entre, il est pris lui aussi du même malaise tant l'atmosphère est suffocante. Il ouvre tous les volets vitrés et la porte qui sépare une autre cellule vide et la fenêtre de cette pièce qui donne sur la cour arrière. Je le remercie et puis il est parti pour me ramener un bol de lait chaud. Avant de quitter ma cellule, il me dit de ne pas hésiter à taper la porte si je suis pris d'un quelconque malaise. Le lendemain, quand j'ai vu l'état de la salle, je demande à être déplacé ou à repartir dans ma première cellule. La réponse est évidemment non. Le matin, je

scrute le lieu. Je soulève le petit matelas que m'a donné le chef d'équipe ainsi que la couverture qu'un jeune commandant zakawa qui m'appelle affectueusement papa m'a donnée le jour où **Lol** ou son codétenu est passé à tabac. Je soulève également la vieille natte plastique complètement déchirée pour chercher des indices. Je trouve des cartes de visites de **Mbailaou Naïmbaye** et de **Salibou Garba** déchirées en petits morceaux. Je suis sûr que c'est **Ibni** qui s'en est débarrassé. C'est la seule trace qui témoigne de la présence de **Ibni** dans cette grande salle. Le 21 février, vers 2 heures du matin, deux de mes geôliers font irruption dans ma cellule en prenant le soin de mettre en repos les deux sudistes qui, avec le chef d'équipe, ont droit d'entrer dans nos cellules. Puis, l'un des deux me demande si tout va bien avant de me bander les yeux avec un morceau de tissu rouge. Ensuite, il me demande de me lever et d'avancer vers la porte. Quand, je lui demande, si je peux ramasser mes sandales, il me dit que ça ne vaut pas la peine. Je me suis dit, qu'après **Lol** et **Ibni**, c'est donc mon tour d'être éliminé. On me fait coucher sur le plancher arrière de la Toyota, qui démarre en trombe pour tourner en rond dans la ville pendant plus d'une heure avant de m'emmener au cimetière de Ngonmba (Walya), un quartier sud de N'Djaména. On me fait coucher entre deux tombes avant de me libérer les yeux et les jambes de la chaîne. Je leur demande de me permettre de prier, pour la dernière fois, mon Dieu. Sans attendre la réponse, je me mets à prier malgré les gifles : « *Mon Dieu, pardonnez tous mes péchés. Pardonnez également mes deux frères ici présents avec moi, car ils ne savent pas ce qu'ils font. Accordez leur la bénédiction divine et pardonnez également aux commanditaires de cette mission. Console ma mère, ma famille, mes frères et sœurs, tous les miens et tous ceux qui m'aiment. Amen* ».

L'un des deux me demande pourquoi je demande à Dieu de les bénir et de leur accorder bénédiction et miséricorde ? Je lui ai dit que Dieu est merveilleux et miséricordieux... Il chuchote dans l'oreille de l'autre, tire deux coups de feu en ma direction puis tous les deux se retirent pour entrer dans leur voiture et disparaître. Etant enchaîné 24 heures sur 24 durant ma séquestration, je me lève, titube et tombe en suivant la direction de la voiture qui s'éloigne de plus en plus. Je réussis à atteindre une hutte qui ressemble à un tas de briques stockées. Je contourne et m'aperçois que c'est une maison. Je cogne l'une des deux portes de cette hutte au hasard pour voir sortir deux grands gaillards qui croient avoir en face d'eux un revenant. Je les tranquillise en déclinant mon identité. Tous deux tombent littéralement dans mes bras en pleurant. Je leur dis que le temps presse. Qu'ils me donnent une paire de sandales et qu'ils me conduisent au rond point de Nguéli car je suis désorienté. *Où sommes-nous, leur ai-je demandé ?* C'est, disent-ils, le cimetière de Ngonmba. Ils me donnent une paire de sandales, puis ils m'ont conduit par le bas côté de la route goudronnée jusqu'au rond point de Nguéli. Une fois là, je leur demande de me laisser partir. Mais, ils tiennent absolument à m'accompagner. Je les emmène chez un ami qui nous fait du thé. Ne m'étant pas lavé 20 jours durant, je pue les pisses et dégage des odeurs insupportables. Une fois le thé terminé, je disparaissais pour aller chez un autre ami à Nguéli. Cet ami me garde pour la nuit en dépit de la fouille à Walya opérée par la brigade mixte (gendarmerie et police), me donne une autre tenue, un peu d'argent, une casquette de camouflage et je disparaissais dès la première lueur de la journée du 22 février à Kousseri. Bien que sale et dégueulasse, me voici à Kousseri sans aucun papier d'identité. Mon premier réflexe est d'aller le plus loin possible du Tchad. Je prends un clando pour aller acheter le téléphone portable. Je demande au vendeur, s'il peut me trouver une voiture à louer pour Maltam et Maroua à la recherche de ma famille. Il me regarde du haut en bas avant de me montrer sa propre voiture garée devant sa boutique. Il doit se dire que cet homme sale est dans le besoin. Ça coûte 80.000 f cfa pour la demie-journée. Je tente de discuter le prix avec lui mais il est catégorique. A prendre ou à laisser,

me répète-t-il. Et lorsque je lui plaque dans le creux de sa main, les 80.000 f cfa, il sourit et se fait gentil, il appelle son ami **Said** pour me conduire à Maltam et à défaut à Maroua. C'est ainsi que je quitte Kousseri avec un ouf de soulagement. Arrivé à l'avant-barrière avant Maroua, un policier qui veut se sucrer sur notre dos, se fait prier pour plusieurs infractions qu'il relève sur la voiture (taxe de circulation et feu de position et de signalisation etc.), avant de demander mes pièces d'identité. Pour éviter la perte de temps, je lui glisse 5.000 f cfa dans sa main et tout est réglé. C'est ainsi qu'il nous a laissés aller à Maroua. Une fois en ville, je demande au chauffeur de foncer chez mon neveu qui me dépose à Garoua. Un autre cousin de Garoua prend le relais pour la destination actuelle. Il faut envisager de quitter le Cameroun pour des raisons évidentes. Comme au Nigeria, **Idriss Déby Itno** y procède à des enlèvements et à des liquidations de ses opposants.

#### **Qu'attendez-vous de la communauté internationale et de votre tueur Idriss Déby Itno ?**

D'abord, je tiens à rappeler qu'**Idriss Déby Itno** opère un recul dangereux par rapport à la démocratie. Il fait fuir les dirigeants des partis politiques démocratiques, de la presse et ceux de la société civile. Il vient de prendre une ordonnance liberticide en matière de la presse. Il vient de franchir un autre cap en faisant enlever des citoyens dont deux députés protégés par l'immunité parlementaire parce qu'il se sent soutenu par certaines puissances de ce monde. Il veut neutraliser les hommes politiques capables de lui porter ombrage lors de la prochaine élection présidentielle. Comme je ne me doutais de rien, je suis allé, le 29 janvier, à Kousseri (Cameroun) pour y faire des provisions alors que les rebelles étaient aux portes de N'Djaména. Toutefois, je suis rentré. Si j'avais un quelconque lien avec les rebelles ou un doute quelconque du côté du gouvernement, je ne serais pas rentré de Kousseri. Je n'ai vu chez moi ni les rebelles ni les militaires réguliers jusqu'à cette date fatale du 3 février à 17 heures quand les militaires réguliers ont fait irruption pour procéder à mon enlèvement. Si le gouvernement ne me veut pas du mal, pourquoi me faire convoquer, le 22 février, par la police judiciaire alors que je venais d'échapper à la mort la veille ? **Lol** que j'ai vu en pyjamas et tête

nue contrairement à ses habitudes (chez les musulmans, c'est l'humiliation suprême) avant que le directeur général ne nous distribue, à ma demande, un grand boubou à chacun, n'a pas l'air de quelqu'un qui est pris l'arme à la main. D'ailleurs, son âge ne lui permet pas de telles aventures. Il en est de même d'**Ibni** dont la santé est précaire. En tout cas, **Idriss Déby Itno** veut nettoyer l'écurie politique avant les élections présidentielles de 2010. Car l'accord du 13 août 2007 n'est pas en sa faveur s'il est mis en œuvre. Voilà les raisons de cette chasse aux sorcières. Donc, il faut que la communauté internationale fasse pression sur lui pour un dialogue inclusif comme **Mahamat Nourri** et moi-même avions proposé en août dernier. Cette proposition a été adressée à l'UA, à l'UE, aux Nations-Unies, aux opposants tchadiens de tous les bords (rebelles, partis politiques, société civile et diaspora), aux chefs d'Etat comme leurs excellences **El Hadj Omar Bongo Ondimba, Denis Sassou Nguesso, Umaru Yar Adu'a, Blaise Compaoré, Abdoulaye Wade, le guide Kadafi, Nicolas Sarkozy, George W. Bush**, etc. Seul le dialogue inclusif est la solution. Rappelez-vous que le régime d'**Idriss Déby Itno** est le régime qui a signé le plus d'accords sans mettre un terme à la guerre. Il n'a pas à avoir peur pour son mandat actuel. Il peut bénéficier de l'immunité à vie que mon parti lui a proposé à plusieurs reprises.

#### **Votre dernier mot ?**

A moi de vous poser la question suivante : *qui a demandé ma tête ?* Suis-je un otage sur commande d'une tierce personne ou un otage d'**Idriss Déby** de sa propre initiative ? Une enquête minutieuse vous le dira. Aussi, faut-il rappeler que si **Lol** est devenu prisonnier de guerre, c'est, en plus des raisons invoquées ci-dessus, pour éviter qu'il ne raconte ce qu'il a entendu, vu et vécu en captivité à Farcha. Tel que c'est parti, le comportement et les propos irresponsables des ministres **Mahamat Ahmat Bachar** de l'Intérieur et **Ahmad Alla-Mi** des Affaires étrangères confirment, sans aucun doute, la mort d'**Ibni**. Le gouvernement ne sortira pas grandi de tous ces tissus de mensonges autour de cette affaire. ■

**Propos recueillis par téléphone depuis le lieu d'exil camerounais de Ngarlely Yorongar par Jean-Paul Tédga**